

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DU PREMIER PANEL

Fahd YATA

Directeur de publication, La Nouvelle Tribune

Pour vous dire en quelques mots les points qui m'ont semblé les plus importants au niveau du panel consacré à l'importance du crédit à la consommation comme outil du développement économique et social, je voudrais d'abord faire état de la qualité des interventions tant de Monsieur Nasse que de Monsieur Philippin ou du Professeur Ben Ali.

Ce qui ressort de ces trois interventions, c'est d'abord la définition du métier et du rôle du crédit à la consommation et des sociétés de financement en France, la définition de leur professionnalisme, de leur expertise et de leur spécialisation et, enfin, celle des structures d'encadrement du secteur qui sont très proches des structures que nous avons au Maroc avec l'APSF que Monsieur Bennani Smires préside.

Il y a un niveau de développement qui est différent mais la demande est la même et nous pouvons être fiers de l'APSF marocaine qui n'a pas à rougir devant sa grande sœur française. C'est mon premier constat, un peu nationaliste si vous le permettez.

Ensuite, ce qui m'a semblé intéressant, c'est de constater qu'en France, notamment à travers l'intervention du représentant de Cofinoga, il y a une grande variété d'outils et de moyens qui permettent à la fois d'appréhender les consommateurs mais aussi de les servir de façon différenciée, en fonction de leur revenu, de leur situation sociale et du type de produit qu'ils veulent acquérir. Chose que nous n'avons pas encore au Maroc et qui peut-être pose problème au niveau du développement du crédit à la consommation dans notre pays car, effectivement, le crédit à la consommation, et c'est un truisme, est véritablement un outil de développement. Les différents taux d'usure qu'il y a en France permettent, je pense, de ventiler le crédit à la consommation en fonction des revenus, des besoins et de la nature du produit servi. Avec le taux unique au Maroc, nous avons un frein objectif.

Enfin, l'intervention du Professeur Ben Ali qu'il est très difficile de résumer étant donné la richesse de son propos et qui a rappelé qu'il ne pouvait y avoir de développement sans croissance et qu'il ne pouvait y avoir de croissance sans augmentation de la demande intérieure. Et là, peut-être que le crédit à la consommation dans notre pays a de beaux jours devant lui, mais il reste encore à satisfaire la marche vers le développement, vers plus de croissance, vers un développement pérenne.

Voilà en quelques mots les idées force qui m'ont frappées. Je vous remercie de votre attention.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DU DEUXIEME PANEL

Abashi Shamamba
L'Économiste

Dans le domaine du crédit à la consommation, il faut se garder des idées simples. C'est ce que montre l'expérience française en matière de lutte contre le surendettement. Ces idées simples nuisent à l'image de cette technique financière, pourtant destinée à améliorer le niveau de vie en même temps que le niveau de production.

La plus dangereuse des idées simples est sans doute celle disant que l'augmentation du crédit à la consommation conduit au surendettement. La réalité économique et sociale des ménages est plus complexe. Il importe donc d'améliorer et surtout d'affiner les observations tant aux niveaux des études sur la consommation des ménages chez la Direction de la Statistique qu'aux niveaux des séries maîtrisées par les sociétés de financement. Le fait qu'au Maroc la paye des fonctionnaires soit centralisée (une particularité locale) peut aussi aider grandement à la connaissance des seuils de danger de surendettement. Elle aide déjà à limiter les risques, bien que le passé ne soit pas encore totalement apuré, ce qui pèse lourdement sur les performances des sociétés de financement et leurs capacités futures à participer à l'élévation du niveau de vie.

Deux actions structurantes doivent être approchées :

∠ la loi sur la protection du consommateur : elle prend certaines précautions pour limiter le niveau d'endettement des ménages. Cependant, il paraît difficile de mettre en pratique cette intention;

∠ le taux du crédit : la loi consacre un taux plafond et l'usage montre que les sociétés de financement ont tendance à coller à ce taux plafond. La liberté en matière de taux semble capable de rétablir la concurrence tout en faisant cesser le mécanisme pervers qui veut que « les bons payent pour les mauvais ».

Quoi qu'il en soit, il faut bien mesurer que le crédit à la consommation a toujours un fort impact politique. Ne serait-ce que parce qu'il touche de larges populations, il porte des valeurs symboliques et suscite espoirs et émotions. Aussi, les opérateurs doivent-ils se concerter de manière serrée et confiante avec les pouvoirs publics, tandis que ces derniers doivent avoir à cœur de protéger et développer ce mode de promotion économique et sociale, donc politique.

MUSTAPHA MANSOURI

Ministre du Commerce, de l'Industrie, de l'Énergie et des Mines

Monsieur le Président de l'Association Professionnelle des Sociétés de Financement,
Monsieur le Président de la CGEM,
Monsieur le Président de la Commission Parlementaire,
Mesdames, Messieurs,

C'est pour moi un réel plaisir que de participer avec vous à cette séance de clôture des Assises Nationales des Sociétés de Financement consacrées cette année au crédit à la consommation et qui coïncident, comme vous le savez, avec la Journée Mondiale des Droits des Consommateurs.

Je voudrais profiter de cette occasion pour remercier tous les organisateurs de cette journée, notamment l'Association Professionnelle des Sociétés de Financement, pour les efforts qu'elle ne cesse de déployer en vue de développer le secteur du crédit à la consommation et de l'adapter aux besoins du consommateur marocain.

Je suis convaincu que les débats fructueux qui ont eu lieu aujourd'hui entre les différents partenaires ici présents vont contribuer à la consolidation des actions déjà entreprises dans ce domaine et à la mise en place d'un cadre rénové permettant l'épanouissement de ce produit tout en respectant les intérêts de toutes les parties concernées, notamment le consommateur marocain.

Mesdames, Messieurs,

Vous n'êtes pas sans savoir l'évolution importante qu'a connue le crédit à la consommation dans le monde et dans notre pays et le rôle incontournable qu'il joue sur le plan économique et social.

C'est ainsi que la diversité de produits offerts conjuguée avec l'entrée sur le marché de nouveaux établissements ont permis au crédit à la consommation de prendre sa place comme un moyen alternatif pour le financement des acquisitions réalisées par le consommateur.

En effet, le consommateur marocain peut acquérir immédiatement les biens dont il a besoin (articles électroménagers, cyclomoteurs, voitures,...) sans que ces acquisitions ne soient conditionnées par l'existence d'une épargne.

Cette caractéristique du crédit à la consommation, qui constitue sa grande force, a contribué à l'amélioration du niveau et du cadre de vie de la population marocaine.

A titre d'illustration, pour le secteur de l'automobile et grâce aux différents produits offerts sur le marché, notamment la location avec option d'achat, la moyenne d'âge des voitures opérant dans le marché marocain s'est nettement améliorée, permettant le renouvellement, ces dernières années, du parc en circulation qui, comme vous le savez, a des conséquences directes sur les accidents de la circulation.

Je n'oublierais pas aussi de citer un autre produit du crédit à la consommation et qui constitue une part importante dans le volume des crédits distribués : il s'agit du crédit personnel ou encore crédit «non affecté» qui permet aux clients de disposer d'une somme d'argent qu'ils peuvent utiliser librement.

Ainsi, la diversité des produits offerts par le crédit à la consommation a permis aux sociétés de financement, qui sont au nombre de 28, d'octroyer, jusqu'à fin 2000, près de 16,2 milliards de dirhams de crédits d'encours. Ce qui témoigne de l'importance de ce secteur dans le tissu économique de notre pays.

Mesdames, Messieurs,

Il est vrai que ces performances sont le fruit des efforts consentis par les différents intervenants dans ce secteur, sous l'égide de l'APSF qui a entrepris plusieurs actions, notamment la mise à la disposition du client de produits adaptés à ses besoins, une meilleure transparence dans les conditions d'octroi du crédit et l'assainissement du réseau des commerçants.

Néanmoins, si ces mesures ont contribué au développement de ce secteur, elles dénotent également de la nécessité de poursuivre l'élan impulsé en renforçant l'information du consommateur, en le protégeant et en le préservant contre les risques du surendettement, fléau d'un grand nombre de sociétés.

Aussi, le Ministère du Commerce, de l'Industrie, de l'Énergie et des Mines a-t-il élaboré un projet de loi, portant sur la protection du consommateur, qui prévoit un certain nombre de dispositions relatives au crédit à la consommation. Ces dispositions s'articulent essentiellement autour des points suivants :

∠ premièrement, tout contrat de crédit doit être précédé d'une proposition d'offre préalable de crédit. Cette mesure permettra au client d'apprécier la nature et la portée de l'engagement financier auquel il va souscrire ;

∠ deuxièmement, l'emprunteur pourra utiliser la faculté de rétractation (dans un délai de trois jours) qui lui permettra de revenir sur son engagement après acceptation de son offre ;

∠ enfin, le montant global des remboursements des crédits octroyés ne doit pas excéder 40% du revenu mensuel, et ce en vue d'éviter le surendettement du consommateur.

Ce sont là trois points parmi un arsenal d'articles qui vont accompagner donc ce projet de loi que nous allons proposer incessamment.

Mesdames, Messieurs,

Avant de conclure, je voudrais formuler l'espoir que ces Premières Assises Nationales des Sociétés de Financement, portant cette année sur le crédit à la consommation, auront permis à tous les intervenants dans ce secteur d'adopter des propositions et des recommandations concrètes pour permettre à ce secteur de jouer pleinement son rôle dans notre pays.

Je crois aussi que l'organisation d'une telle manifestation jettera les bases solides pour établir un dialogue permanent entre les différentes parties en vue d'élaborer une stratégie susceptible de répondre à nos aspirations et nos objectifs.

Je vous remercie de votre attention.

ABDERRAHMANE BENNANI SMIRES

Président de l'APSF

Monsieur le Ministre,
Messieurs les Présidents,
Chers collègues,
Mesdames, Messieurs,

Nous arrivons au terme de cette journée que nous avons voulu une contribution de l'APSF à un débat social, économique et politique d'un grand intérêt.

Je ne crois pas me tromper en affirmant que ces Premières Assises Nationales du Crédit à la Consommation feront date :

- ∠ de par la qualité des intervenants dont vous avez pu apprécier la compétence ;
- ∠ de par le contenu de leurs interventions.

J'ai retenu d'abord le message fort de Monsieur le Ministre de l'Économie et des Finances qui a souligné l'importance du rôle du crédit à la consommation dans l'économie nationale et la nécessité de doter ce secteur d'un cadre propice à son développement.

J'ai retenu également, à travers les éclairages apportés par nos amis français, que le crédit à la consommation est un métier spécialisé qui requiert de la compétence, du professionnalisme et de l'innovation et que, surtout, c'est un métier qui repose sur la confiance.

Leur expérience affirmée les a amenés à nous souligner ici le rôle économique et intégrateur du crédit à la consommation qui ne peut toutefois se substituer à un faible pouvoir d'achat ou à une protection sociale défailante.

Ils ont évoqué également le rôle déterminant de l'environnement tant social et politique que technologique et infra structurel.

S'agissant des conditions d'exercice des sociétés spécialisées que sont les sociétés de crédit à la consommation, il ressort que si législation il doit y avoir en matière des taux qu'elles pratiquent, celle-ci doit être adaptée à l'acte commercial.

Par ailleurs, ces journées ont permis d'évoquer la problématique de la protection du consommateur et j'enregistre à ce niveau que si les Pouvoirs Publics et l'APSF œuvrent dans ce sens, il importe que le consommateur soit représenté valablement dans des instances *ad hoc*.

Je m'en tiens à ces quelques enseignements sachant que l'APSF publiera les actes de ces premières assises incessamment.

Je tiens à remercier Monsieur le Ministre du Commerce, de l'Industrie, de l'Énergie et des Mines qui a bien voulu, en dépit de son agenda chargé, présider la clôture de ces travaux.

Je tiens à renouveler, en votre nom à tous, les remerciements à tous les intervenants, en particulier nos amis français qui ont fait le déplacement.

Enfin, je vous donne rendez-vous aux prochaines Assises Nationales du Leasing qui se tiendront l'année prochaine et merci.